

# Revues

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **135 (1990)**

Heft 10

PDF erstellt am: **26.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Revue

### Défense nationale, août-septembre 1990

La revue ouvre son dossier consacré au Japon par un article de synthèse de l'ambassadeur du pays du Soleil-Levant en France, M. A. Kiuchi. Le Japon est devenu, qui le contesterait encore, une puissance financière qui a pris «une place majeure sur la scène internationale». L'épargne, les revenus de l'industrie et le placement de capitaux sont les trois piliers de la puissance nipponne qui, après une phase rapide de croissance, devrait bientôt se stabiliser. Sa puissance financière, le Japon l'utilise de façon différenciée dans le monde entier. En Europe de l'Est, les investisseurs et industriels japonais sont prêts à dire oui à la demande des Etats sortis de leur léthargie socialiste, pour autant qu'ils répondent à deux critères: primo, l'Etat intéressé doit être résolument tourné vers l'établissement de la démocratie; secundo, la protection de l'environnement pour laquelle le Japon dit détenir une «technologie avancée» ira de pair avec toute collaboration économique.

Bien qu'en proie à une nipponophobie grandissante, les Etats-Unis, de l'avis de A. Ross, restent le premier partenaire du Japon, tant économique que militaire. Malgré un léger réchauffement de ses relations avec Moscou, l'URSS reste au premier rang des menaces potentielles de Tokyo. Quant à l'espace traditionnel d'expansion du Japon, la côte asiatique et le Pacifique, il n'est pas sans poser problème, la Chine ne s'ouvrant que lentement aux produits japonais, et d'autres pays, tels la Corée, connaissant à leur tour un boom économique. En ce qui concerne l'Europe, le Japon ne sait pas encore si ses relations évolueront vers le partenariat ou la concurrence.

Puissance économique au cœur d'une zone stratégiquement importante, le Japon n'est néanmoins pas une puissance militaire. Selon les termes mêmes de sa Constitution, il renonce à toute guerre. Celle de Corée posait la question de sa défense, question que la fin de l'occupation américaine, en avril 1952, rendait encore plus aiguë. Les «forces d'autodéfense» virent peu à peu gonfler leurs effectifs et se

renforcer de moyens toujours plus modernes. La politique de défense du Japon, écrit D. Coulmy, prend appui sur l'alliance américaine et une attitude résolument défensive. Outre la menace soviétique, qu'il juge toujours plus actuelle, craignant même que, se retirant de l'Europe, l'URSS se renforce en Asie, le Japon est conscient de vivre dans une zone où les instabilités régionales peuvent en tout temps déboucher sur un conflit armé. Tokyo a, aujourd'hui, le troisième budget militaire mondial, mais se refuse à acquérir, fabriquer et accueillir sur son territoire des armes nucléaires. Pour investir la forteresse européenne, ce n'est pas d'armes que le Japon a besoin, mais bien de règles claires du jeu économique. H. Yamane a, à cet égard, peu de tendresse pour la CEE qu'elle juge plus protectionniste que le Japon, ce dernier pratiquant selon elle un «libre-échange offensif», l'Europe se répandant en «clameurs et atermoiements protectionnistes» pour masquer ses déficiences.

### Military Review, juillet 1990

Ce numéro de la revue militaire américaine réjouira tous ceux qui sont appelés à graviter dans la zone d'attraction d'un état-major de grande unité. Il traite en effet du C2 – Command and Control – connu aussi sous le vocable de C3I – Command, Control, Communications and Intelligence – ou encore de C4 – Command, Control, Communications and Computers. Le major D.P. Bolger définit le «Command» comme la sphère du chef, et le «Control» comme ce qui fait appel à la connaissance et à la quantification. Le major général Knudson complète ces données en définissant l'élément «Control», fait d'hommes et de machines, par rapport à l'environnement «Command» qui repose sur les seules épaules du chef. Or, maintenir le juste équilibre entre les deux n'est guère facile car, afin de pallier aux défaillances humaines, l'armée américaine met l'accent sur l'acquisition et l'exploitation d'une masse d'informations devant permettre de clarifier au mieux l'image du champ de bataille: une pratique favorisée par l'augmentation de 677% de la dotation des moyens transmissions d'une division blindée entre

1942 et 1990. Un tel flot d'informations, transmises par routine, n'est hélas plus maîtrisable par le chef. Il a besoin dès lors d'un nombre croissant d'officiers d'état-major, tous désireux d'apporter leur pierre à l'édifice. Remède pire que la maladie, juge l'auteur. Car ceux-ci, pris dans le tourbillon de l'information, restent au PC et se font du champ de bataille une image déformée. Patton n'exigeait-il pas de ses officiers qu'ils se rendent chaque jour dans les premières lignes afin d'y «sentir» la situation et faire passer les ordres! Gardiens de trop d'informations, trop spécialisés aussi, ces officiers prennent une part toujours plus importante dans le processus de décision du commandant. C'est le règne du comité papivore, produisant des ordres et non plus des décisions, et ce dans un délai quatre fois supérieur à ce que Patton tolérait. Le lieutenant-colonel J. Burkett n'est guère plus tendre: 300 officiers pour un PC, c'est trois fois trop. L'environnement «Control» y prend le pas sur le «Command», le noie sous les détails. Une telle masse d'hommes hypothèque également la survie du PC qui, trop lourd est trop lent à déplacer, trop volumineux, est facilement repérable.

### **Military Review, août 1990**

Dans un long article, le lieutenant-colonel S.R. McMichael s'interroge sur l'avenir de l'armée soviétique. Entrée au mieux de sa force dans les années quatre-vingt, elle les quitte en ayant perdu une grande part de son prestige social, en butte aux critiques acerbes des nouvelles élites civiles, et de la presse qui, de pays en pays, semble d'ailleurs ne pas avoir mieux à faire, sinon en proie à une grave crise d'identité. Le

phénomène de la peau de chagrin qui affecte l'empire des tsars communistes touche aussi les forces armées, priées de se retirer des pays frères, rejetées par les anciennes républiques libres. Si les civils expriment leur mécontentement vis-à-vis de ce gouffre à roubles, les militaires, et notamment le corps des officiers, expriment également le leur car la perestroïka compromet l'avenir d'un groupe social entièrement dépendant du système et choyé par l'Etat.

Catastrophe économique, mise en cause du pouvoir du PCUS, nationalisme qui menace l'intégrité géopolitique de l'empire, risque d'effondrement des pouvoirs civils et militaires, le danger provient maintenant de l'intérieur. C'est donc vers l'intérieur que se tourne la politique du Kremlin, aidé en cela de la bonne volonté occidentale, qui tente de remettre de l'ordre et de hisser l'Union soviétique au niveau économique et technologique de l'Europe de l'Ouest. Mais à trop en profiter pour leur commerce, les Occidentaux risquent bien de vendre la corde qui les pendra. Ce n'est pas la première fois en effet que le communisme marque un recul en URSS. L'armée en fait généralement les frais. Elle devrait, si l'on en croit l'auteur, évoluer vers sa professionnalisation, vers des unités à la taille restreinte – le régiment devient bataillon – mais formant un cadre pouvant rapidement être gonflé en cas de besoin par l'apport de réservistes. Enfin, les unités d'élite, aptes au maintien de l'ordre, pourraient passer au MVD, le Ministère de l'intérieur. L'industrie et la recherche, bénéficiant de l'apport du savoir occidental, donneront quant à elles naissance à la nouvelle élite militaire, les techniciens dotant l'Armée rouge des armes de demain, celles qui, par la maîtrise de l'espace, donneront la maîtrise terrestre.